ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 22 février 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "d'exécution de la loi du 27 juillet 1961, portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique en ce qui concerne l'admission aux fonctions d'agent judiciaire près les parquets, de chef et d'opérateur de laboratoire de police scientifique", a donné le 4 mars 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 22e februari 1963 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika wat de toelating betreft tot de ambten van gerechtelijk agent bij de parketten, van chef en operateur van een laboratorium voor wetenschappelijke politie", heeft de 4e maart 1963 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour but de pourvoir à l'exécution de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, en ce qui concerne l'accès des anciens membres de ce personnel aux divers emplois de recrutement dans la police judiciaire près les parquets, à l'exclusion des emplois d'officier judiciaire.

OBSERVATION GENERALE.

Aux termes des dispositions en vigueur qui déterminent les conditions d'admissibilité aux divers emplois de la police judiciaire près les parquets, les emplois d'officier judiciaire, tant masculin que féminin, sont des emplois de recrutement , encore qu'ils soient également accessibles par voie de promotion moyennant la réussite d'une épreuve de capacité.

Ainsi les fonctions d'officier judiciaire des deux sexes tombent sous l'application de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961 et, plus particulièrement, de la règle du quota réservé qui y est prévue.

Cependant, le projet exclut les emplois d'officier judiciaire de son champ d'application. Il n'appartient pas au pouvoir exécutif de déroger à la loi. Il y a donc lieu d'étendre la portée du projet aux officiers de police judiciaire et de modifier en conséquence l'intitulé du projet et ses articles 1er et 2.

.../...

Le cas des emplois de recrutement qui sont également accessibles aux agents de grade inférieur appartenant déjà aux cadres a d'ailleurs été prévu et réglé en termes exprès par l'article 6, § 1er, alinéa 7, de la loi du 27 juillet 1961, qui permet au Roi d'aménager, "s'il échet, la réservation pure et simple du quota de 50 p.c.".

\+

\+ \+

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

La loi du 7 avril 1919 ayant été modifiée par la loi du 21 août 1948, l'alinéa 2 du préambule devrait être complété par les mots : "modifiée par la loi du 21 août 1948".

L'arrêté royal du 7 mai 1921 a subi d'autres modifications que celles qui sont indiquées au projet. Il y a donc lieu d'écrire : "... modifié notamment par les arrêtés royaux du 6 décembre 1954 et du 24 juillet 1956".

Il y a lieu d'omettre les alinéas 6, 7 et 8 du préambule, dont la référence est dépourvue d'utilité.

.../...

Au pénultième alinéa du préambule, il est inutile de mentionner l'accord du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique ainsi que la date de cet accord. Aucune disposition légale ou réglementaire ne prévoit cette formalité.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Il n'est pas prévu d'emplois temporaires dans les cadres de la police judiciaire des parquets. Les mesures d'exécution concernent donc uniquement des emplois permanents. Les avantages prévus par la loi du 27 juillet 1961 en matière de recrutement à des emplois permanents sont réservés aux anciens agents d'Afrique qui remplissent la condition prévue à l'article 6, § 1er, alinéa 2, 1°, de cette loi, c'est-à-dire qui ont été nommés à titre définitif comme membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique et qui comptent moins de quinze ans de carrière en cette qualité; ceux-ci seront seuls à pouvoir bénéficier des mesures particulières prévues par le projet; il y a donc lieu de compléter l'article 1er du projet et d'ajouter, après les mots : "... en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique", les mots : "qui remplissent les conditions prévues à l'article 6, § 1er, alinéa 2, 1°, de cette loi".

.../...

La fin du premier alinéa de l'article 1er du projet serait mieux rédigée comme suit : ".... présent arrêté lorsqu'ils sont candidats à un emploi d'officier ou d'agent judiciaire près les parquets, de chef ou d'opérateur de laboratoire de police scientifique".

Article 2.

En principe, les anciens agents d'Afrique, bénéficiaires de l'article 6, § 1er, de la loi du 27 juillet 1961, sont dispensés de toute condition d'âge. Une exception a été prévue, toutefois, lorsqu'il s'agit de conférer un emploi technique ou spécial (article 6, § 1er, alinéa 3). On peut déduire des termes de l'article 2 du projet que le Roi entend classer les emplois d'agent judiciaire et ceux de chef et d'opérateur de laboratoire de police scientifique parmi les emplois techniques ou spéciaux au sens de cette loi. Plutôt que de procéder à un classement implicite, il conviendrait d'insérer, à l'article 2, une disposition expresse classant les emplois que le projet concerne parmi les emplois techniques ou spéciaux.

Pour l'accès aux fonctions d'officier judiciaire, il faudra reculer cette limite d'âge jusqu'à 45 ans pour éviter de faire aux anciens agents d'Afrique un sort moins favorable que celui qui est fait aux agents judiciaires en fonction dans les cadres métropolitains.

.../...

L'article 2 pourrait dès lors être rédigé comme suit :

"Article 2.-

Les emplois d'officier et d'agent judiciaire, de chef et d'opérateur de laboratoire de police scientifique, constituent des emplois techniques au sens de l'article 6, § 1er, alinéa 3, de la loi du 27 juillet 1961.

Pour accéder aux emplois d'officier ou d'agent judiciaire, de chef et d'opérateur de laboratoire de police scientifique, réservés conformément à l'article 6, § 1er, alinéa 1er, de cette loi, les membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique visés à l'article 2 de la même loi ne peuvent avoir dépassé la limite d'âge de ... ".

Article 3.

L'épreuve d'admission prévue à l'article 6, § 1er, alinéa 2, 8°, de la loi du 27 juillet 1961 a pour but, selon les déclarations du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, de vérifier si les candidats aux emplois réservés sont aptes à exercer les fonctions qu'ils postulent; il s'agit d'un test de leur aptitude concrète et pratique pour l'emploi qu'ils sollicitent (Ann. parl. , Chambre, S.E. 1961, séance du 12 juillet 1961, p. 6 - Ann. parl. Sénat, S.E. 1961, séance du 19 juillet 1961, p. 611).

.../...

Le programme de cette épreuve ne pourra être identique à celui de l'examen imposé aux candidats aux emplois non réservés qu'en ce qui concerne les matières qui ont été choisies d'après le caractère particulier des fonctions à remplir et qui sont, dès lors, en rapport direct avec la profession : il s'agit des épreuves dites professionnelles. Dès lors, l'alinéa 2 de l'article ne pourrait être maintenu, et pour respecter la volonté du législateur, cet article devrait être conçu en ces termes :

"Article 3.-

Les candidats bénéficiaires de l'article 6, § 1er, de la loi du 27 juillet 1961, sont soumis aux épreuves professionnelles inscrites au programme de l'examen de capacité ordinaire imposé aux candidats aux emplois non réservés".

Article 4.

L'alinéa 1er de cet article formule pour le calcul du quota réservé une règle adaptée aux conditions particulières dans lesquelles les divers emplois à la police judiciaire des parquets sont conférés : le calcul s'étend à l'ensemble des emplois vacants sur toute l'étendue du Royaume.

L'alinéa 2 répète une disposition de la loi du 27 juillet 1961 pour mieux indiquer le sens de l'alinéa 1er. Cependant, il le répète d'une manière incomplète. Il s'indique de reprendre in extenso la disposition de

.../...

de l'article 6, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 27 juillet 1961 et d'ajouter, à l'alinéa 2, les mots : "... à moins que, lors du recrutement antérieur, le même emploi ait été attribué à une personne qui ne bénéficiait pas de la loi du 27 juillet 1961".

L'alinéa 3 est en contradiction avec l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961. Aux termes de cet article, la règle du quota réservé doit jouer"chaque fois qu'il est procédé à un recrutement" sans que les réserves de recrutement "existant dans les administrations belges puissent être invoquées contre l'établissement de ce quota" (Rapport Sénat, doc. parl. S.E. 1961, n° 124, p. 4). Il en résulte que lorsqu'il n'y a plus de réserve de candidats aux emplois réservés ou que cette réserve est insuffisante, l'administration est obligée de faire un nouvel appel public à l'intention des bénéficiaires de l'article 6, § 1er, de la loi du 27 juillet 1961.

Les termes de cet alinéa 3 impliquent la possibilité de constituer une réserve de recrutement pour les candidats aux emplois réservés qui ont obtenu le minimum des points requis mais ne se sont pas classés en ordre utile pour être nommés. Cette intention devrait être exprimée dans le texte.

Enfin, l'alinéa 3 devrait tenir compte du fait que le projet s'appliquera au recrutement des officiers judiciaires, recrutement pour lequel il est prévu deux espèces de réserve.

.../...

Compte tenu de ces observations, l'alinéa 3 de l'article 4 du projet devrait être remplacé par les textes suivants :

"Les candidats aux emplois réservés qui ont obtenu le minimum de points requis à l'épreuve d'admission mais n'ont pas été classés en ordre utile pour être nommés immédiatement, constituent une réserve de recrutement dont la durée de validité est fixée à trois ans à compter de la date de clôture du procès-verbal établissant le classement.

Le quota réservé fixé conformément à l'article 6, § 1er, de la loi du 27 juillet 1961, est constitué chaque fois qu'il est procédé à un recrutement aux emplois visés à l'article 1er du présent arrêté, soit par voie d'appel aux candidats, soit par voie de nomination des candidats qui font partie des réserves de recrutement".

Article 5.

Aux termes de l'article 5 de l'arrêté royal du 28 janvier 1953, les emplois d'officier et d'agent judiciaires féminins près les parquets sont soustraits à l'application de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 sur les priorités aux emplois publics. Il est donc nécessaire de compléter l'article 5 du projet sur ce point.

.../...

L'article 5 du projet pourrait être rédigé comme suit :

"§ 1er. Lorsque l'emploi à conférer tombe sous l'application de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, les candidats bénéficiaires du présent arrêté qui ont obtenu le minimum des points requis à l'épreuve d'admission sont inscrits, dans l'ordre , sur l'une des cinq listes prévues à l'article 5 de cette loi.

... (pour la suite, comme au projet, sauf au pénultième alinéa où il faut renvoyer au 2° et au 3° et non aux 1° et 2°). ..

§ 2. Lorsque l'emploi à conférer a été soustrait à l'application de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, il n'est dressé qu'une seule liste sur laquelle tous les candidats bénéficiaires du présent arrêté qui ont obtenu le minimum des points requis à l'épreuve d'admission sont inscrits dans l'ordre de préférence établi selon le nombre total des points obtenus suivant les barèmes déterminés au § 1er".

Article 6.

L'article 6 devrait être scindé en deux articles, dont le premier fixerait la date d'entrée en vigueur et le second contiendrait l'exécutoire.

Het ontwerp strekt tot uitvoering van artikel 6 van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, ter zake van de toelating van gewezen leden van dat personeel tot de aanwervingsbetrekkingen in de gerechtelijke politie bij de parketten, met uitsluiting van de betrekkingen van gerechtelijk officier.

ALGEMENE OPMERKING.

Volgens de geldende regelen inzake toelating tot betrekkingen in de gerechtelijke politie bij de parketten zijn de betrekkingen van mannelijk of vrouwelijk gerechtelijk officier aanwervingsbetrekkingen, ofschoon zij ook bij wege van bevordering na een bekwaamheidsexamen kunnen worden begeven.

Het ambt van gerechtelijk officier, mannelijk of vrouwelijk, valt dus onder artikel 6 van de wet van 27 juli 1961 en inzonderheid van de aldaar gestelde regel van het voorbehouden quotum.

Het ontwerp stelt echter de betrekkingen van gerechtelijk officier buiten zijn werkingssfeer. Het staat niet aan de uitvoerende macht, van de wet af te wijken. Ook op die betrekkingen zou het ontwerp-besluit dus moeten slaan. Het opschrift en de artikelen 1 en 2 dienen dan ook te worden gewijzigd.

.../...

Het geval van de aanwervingsbetrekkingen die ook voor het reeds tot de kaders behorend personeel van lagere rang toegankelijk zijn, is overigens uitdrukkelijk geregeld in artikel 6, § 1, zevende lid, van de wet van 27 juli 1961, krachtens hetwelk de Koning "desgevallend het voorbehouden quota van 50 t.h. aanpast".

\+

\+ +

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Aanhef.

De wet van 7 april 1919 is gewijzigd bij de wet van 21 augustus 1948; het tweede lid van de aanhef moet dus worden aangevuld met de woorden : "gewijzigd bij de wet van 21 augustus 1948".

Het koninklijk besluit van 7 mei 1921 heeft nog andere wijzigingen ondergaan dan het ontwerp vermeldt. Men schrijve dus : "... gewijzigd onder meer bij de koninklijke besluiten van 6 december 1954 en 24 juli 1956;".

Het zesde, het zevende en het achtste lid van de aanhef dienen als overbodig te vervallen.

.../...

In het voorlaatste lid hoeft geen melding te worden gemaakt van het akkoord van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt en van de datum van dat akkoord. Geen wets- of verordeningsbepaling legt die formaliteit op.

ARTIKELEN.

Artikel 1.

Er bestaan geen tijdelijke betrekkingen in de kaders van de gerechtelijke politie bij de parketten. De uitvoeringsmaatregelen slaan dus alleen op vaste betrekkingen . De voordelen welke de wet van 27 juli 1961 inzake aanwerving voor vaste betrekkingen toekent, gelden alleen voor gewezen ambtenaren van Afrika die voldoen aan de voorwaarde, bepaald in artikel 6, § 1, tweede lid, 1°, van de wet, met andere woorden, die "met vaste aanstelling benoemd zijn tot leden van het beroepspersoneel der kaders van Afrika en wier loopbaan, in deze hoedanigheid, nog geen vijftien jaar bedraagt". Alleen zij komen voor de bijzondere maatregelen van het ontwerp in aanmerking. Artikel 1 van het ontwerp moet dus na de woorden "... ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika" worden aangevuld met de woorden : "die voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 6, § 1, tweede lid, 1°, van die wet".

.../...

Het slot van het eerste lid van artikel 1 van het ontwerp kan beter als volgt worden gelezen : "... van dit besluit in aanmerking wanneer zij kandidaat zijn voor een betrekking van gerechtelijk officier of gerechtelijk agent bij de parketten, dan wel van chef of operateur van een laboratorium voor wetenschappelijke politie".

Artikel 2.

In beginsel zijn de gewezen ambtenaren van Afrika die in aanmerking komen voor toepassing van artikel 6, § 1, van de wet van 27 juli 1961, vrijgesteld van iedere voorwaarde inzake leeftijd. Een uitzondering is echter gemaakt voor het begeven van een technische of speciale betrekking (artikel 6, § 1, derde lid). Uit de tekst van artikel 2 van het ontwerp kan worden afgeleid, dat de Koning de betrekkingen van gerechtelijk agent en die van chef en operateur van een laboratorium voor wetenschappelijke politie bedoelt in te delen bij de technische of speciale betrekkingen in de zin van die wet. Liever dan dit stilzwijgend te stellen, zou het ontwerp in artikel 2 een uitdrukkelijke bepaling moeten bevatten om de betrekkingen waarop het doelt bij de technische of speciale betrekkingen in te delen.

Voor de toelating tot het ambt van gerechtelijk officier moet die grensleeftijd op 45 jaar worden gebracht, wil men de regeling voor gewezen ambtenaren van Afrika niet minder gunstig maken dan voor gerechtelijke agenten van de moederlandse kaders.

.../...

Artikel 2 kan dan als volgt worden gelezen :

"Artikel 2.-

De betrekkingen van gerechtelijk officier en gerechtelijk agent en die van chef en operateur van een laboratorium voor wetenschappelijke politie zijn technische betrekkingen in de zin van artikel 6, § 1, derde lid, van de wet van 27 juli 1961.

Om te worden toegelaten tot de overeenkomstig artikel 6, § 1, eerste lid, van die wet voorbehouden betrekkingen van gerechtelijk officier of agent dan wel van chef of operateur van een laboratorium voor wetenschappelijke politie, mogen de leden van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, bedoeld in artikel 2 van dezelfde wet, de grensleeftijd van ... jaar niet hebben overschreden".

Artikel 3.

De in artikel 6, § 1, tweede lid, 8°, van de wet van 27 juli 1961 voorgeschreven "toelatingsproef" heeft volgens de verklaringen van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, tot doel na te gaan of de kandidaten voor de voorbehouden betrekkingen geschikt zijn tot het uitoefenen van het ambt waarnaar zij dingen; het gaat erom hun concrete en praktische geschiktheid voor het ambt te testen (Parl. Hand., Kamer, B.Z.1961, verg. van 12 juli 1961, blz. 6 - Parl. Hand., Senaat, B.Z. 1961, verg. van 19 juli 1961, blz. 611).

../...

Het programma van dat examen mag met het examen-programma voor niet-voorbehouden betrekkingen alleen overeenstemmen wat de vakken betreft die gekozen zijn volgens de bijzondere aard van het te vervullen ambt en derhalve rechtstreeks op het beroep betrekking hebben, namelijk de "examengedeelten over de beroepskennis". Het tweede lid van het artikel kan dus niet behouden worden. De volgende redactie vertolkt de wil van de wetgever :

"Artikel 3.- De kandidaten die het voordeel genieten van artikel 6, § 1, van de wet van 27 juli 1961 moet de examengedeelten over de beroepskennis afleggen, die deel uitmaken van het gewoon bekwaamheidsexamen voor niet-voorbehouden betrekkingen".

Artikel 4.

Het eerste lid van dit artikel stelt voor de berekening van de voorbehouden quota een regel die aangepast is aan de bijzondere voorwaarden waaronder de betrekkingen in de gerechtelijke politie bij de parketten worden begeven : de berekening geldt voor alle betrekkingen samen die over het gehele Koninkrijk vacant zijn.

Het tweede lid herhaalt, ter verduidelijking van het eerste, een bepaling van de wet van 27 juli 1961, maar niet in haar geheel. Die bepaling; artikel 6, § 1, eerste lid, van de wet van 27 juli 1961, dient in extenso te worden overgenomen ; aan het tweede lid van artikel 4

.../...

van het ontwerp voege men derhalve de volgende woorden toe : "... tenzij, bij de vorige aanwerving, dezelfde betrekking werd toegekend aan een persoon die niet het voordeel van de wet van 27 juli 1961 genoot".

Het derde lid is in tegenspraak met artikel 6 van de wet van 27 juli 1961. Volgens dat artikel moet de regel van de voorbehouden quota worden toegepast "telkenmale er tot aanwerving wordt overgegaan", zonder dat het bestaan van een wervingsreserve bij de Belgische besturen kan worden aangevoerd tegen de vaststelling van die quota (verslag Senaat, Gedr.St., B.Z. 1961, nr 124, blz. 4). Is er dus geen reserve meer van kandidaten voor voorbehouden betrekkingen of is die reserve ontoereikend, dan moet het bestuur een nieuwe openbare oproep doen ten behoeve van hen die in aanmerking komen voor artikel 6, § 1, van de wet van 27 juli 1961.

De tekst van dat derde lid houdt de mogelijkheid in, een wervingsreserve aan te leggen van de kandidaten voor voorbehouden betrekkingen die het vereiste puntenminimum hebben behaald, maar niet in batige orde zijn gerangschikt om te worden benoemd. Die bedoeling zou in de tekst tot uiting moeten komen.

Ten slotte zou het derde lid rekening moeten houden met het feit, dat het ontwerp toepassing zal vinden op de aanwerving van gerechtelijke officieren, waarvoor twee soorten van reserves bestaan.

.../...

Met inachtneming van deze opmerkingen vervangen het derde lid van artikel 4 door de volgende bepalingen:

"De kandidaten voor voorbehouden betrekkingen, die bij het toelatingsexamen het vereiste puntenminimum hebben behaald, maar niet in batige orde gerangschikt zijn om onmiddellijk te worden benoemd, vormen een wervingsreserve, waarvan de geldigheidsduur is bepaald op drie jaar te rekenen van de dag waarop het proces-verbaal van de rangschikking wordt gesloten.

Het overeenkomstig artikel 6, § 1, van de wet van 27 juli 1961 vastgestelde voorbehouden quotum wordt gevormd bij iedere werving voor de in artikel 1 van dit besluit genoemde betrekkingen hetzij met oproep tot kandidaten, hetzij met benoeming van kandidaten uit de wervingsreserves".

Artikel 5.

Volgens artikel 5 van het koninklijk besluit van 28 januari 1953 vallen de betrekkingen van vrouwelijk gerechtelijk officier of agent bij de parketten buiten de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 op de prioriteiten voor openbare betrekkingen. Artikel 5 van het ontwerp moet dus op dat punt worden aangevuld.

.../...

Het kan als volgt worden gelezen :

"§ 1. Wanneer de te begeven betrekking onder de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 valt, worden de voor toepassing van dit besluit in aanmerking komende kandidaten die in het toelatingsexamen het vereiste puntenminimum hebben behaald, in volgorde ingeschreven op een van de vijf lijsten, bedoeld in artikel 5 van die wet.

... (voorts zoals in het ontwerp, maar in het voorlaatste lid moet worden verwezen naar 2° en 3° en niet naar 1° en 2°) ...

§ 2. Wanneer de te begeven betrekking niet onder de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 valt, wordt slechts één lijst opgemaakt, waarop alle voor de toepassing van dit besluit in aanmerking komende kandidaten die in het toelatingsexamen het vereiste puntenminimum hebben behaald, worden ingeschreven naar de orde van voorrang, bepaald volgens het totaal aantal punten die zij op de onder § 1 aangegeven voet hebben behaald".

Artikel 6.

Van dit artikel make men er twee, één voor het vaststellen van de datum van inwerkingtreding en één voor de uitvoering.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. G. TACQ, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht va de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. G. TACQ, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.